

## Mario Draghi, l'homme utile de l'Europe

De l'importance de Mario Draghi. Quand les historiens feront le récit de la période contemporaine, ils auront assurément un chapitre portant cet intitulé. Car l'homme qui préside la Banque centrale européenne (BCE) a le réflexe des " grands " dans la tempête : il envoie promener l'orthodoxie.

Il a commencé par bousculer la doxa en annonçant, il y a deux ans, qu'il était prêt à un rachat massif de dettes publiques. Sacrilège !, ont tonné, à Berlin, les gardiens d'un dogme qui entend préserver une séparation absolue entre le monétaire et le budgétaire.

M. Draghi avait raison. La seule évocation de son programme a tempéré la folie des marchés. Les taux pratiqués sur la dette émise par les Etats les plus mal-en-point de la zone euro n'ont cessé de baisser. L'Europe du Sud a commencé à respirer.

Depuis, le patron de la BCE a poursuivi une politique destinée à faciliter la distribution du crédit. Sans doute s'apprête-t-il à poursuivre dans cette voie. La BCE pourrait lancer, jeudi 4 septembre, un nouveau programme visant à dynamiser les prêts aux PME.

Cet accompagnement monétaire a pour objet de contrer la phase de récession dans laquelle glisse la zone euro. Mais la BCE ne peut pas tout, comme l'a observé M. Draghi fin août aux Etats-Unis. Il a alors bousculé un autre dogme, appelant à un coup de pouce budgétaire au sein de l'Union monétaire européenne.

**Entre les lignes, c'était dire ce que disent François Hollande et beaucoup d'autres : face à la menace d'une décennie de croissance quasi nulle, d'un cycle déflationniste " à la japonaise ", il faut appliquer avec le maximum de " flexibilité " les règles budgétaires que se sont fixées les Dix-Huit de la zone euro.**

En clair, il faut donner plus de temps aux pays qui peinent à respecter la règle des 3 % de déficit budgétaire. La Commission le fait déjà. Il faut aller plus loin. Quand les Etats empruntent à des taux historiquement aussi bas, il est absurde de ne pas lancer de vastes programmes de modernisation des infrastructures.

Et il est impératif de faire tout cela en maintenant les réformes de structures en cours. C'est ce triptyque que met en œuvre le Japon pour sortir de la malédiction d'une économie durablement atone.

L'Allemagne n'aime pas ce discours. Angela Merkel craint qu'il ne serve à retarder lesdites réformes et l'apurement des dettes. Elle a tort. La situation de l'eurozone requiert une politique conjoncturelle d'urgence. Mais la France a un problème de crédibilité pour défendre cette ligne : elle n'a cessé, depuis le début des années 2000, de manquer à sa parole en matière de responsabilité budgétaire...

D'où l'importance qu'un tel discours – appelant à moduler plus encore la discipline budgétaire, notamment – soit tenu par un homme comme le président de la Banque centrale européenne.